Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction mobilité, emplois,carrières** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDMEC/2014-299** **16/04/2014**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 4

Objet : Appel à candidatures : 4 postes dans le 2ème cercle

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du «2ème cercle» ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Pour toute information complémentaire, il est possible de prendre contact auprès de Madame Isabelle FABREGUE (assistante à la sous-direction Mobilité, Emplois, Carrières) - téléphone : 01.49.55.53.65 - mail : isabelle.fabregue@agriculture.gouv.fr.

Agence de Services et de Paiement (ASP) :

1 poste de chef(fe) du service agriculture, pêche et environnement (Catégorie A) à AMIENS (80).

Conservatoire du littoral :

1 poste de délégué(e)-adjoint(e) pour les rivages français d'Amérique (Catégorie A ou A+ ou agent contractuel) à BASSE TERRE (Guadeloupe).

Ecole Nationale des Services Vétérinaires Marcy L'Etoile (ENSV - VetAgroSup) :

1 poste de chargé(e) de projets de formation continue et d'appui à l'administration (catégorie A ou A+) à MARCY L'ETOILE (69).

Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA) :

1 poste de chef(fe) de projet "banque nationale des prélèvements en eau" (catégorie A) à VINCENNES (94).

L'adjoint au sous-directeur mobilité, emplois et carrières

Signé : Patrice CHAZAL

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.
Agence de Services et de Paiement - Délégation Régionale Picardie
15, avenue Paul Claudel – B. P. 34201 – 80042 AMIENS Cedex 3

Chef(fe) du service Agriculture, Pêche et Environnement

<table>
<tr><td colspan="3">N° du poste ASP : F3958

Catégorie : A</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation parcours professionnel postes catégorie A : en cours de cotation</td><td>Cotation part fonction PFR : 4</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste vacant/SREPES</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">Le poste proposé est sous l'autorité de la déléguée régionale. Le titulaire du poste assure la direction du service chargé du traitement et du contrôle des actions du domaine agricole, de la pêche et du domaine environnement.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Management : Animation d'équipe, Gestion de ressources humaines

Relationnel : le titulaire du poste évolue dans un environnement impliquant plusieurs acteurs (services de l'Etat, collectivités locales, élus…). Il devra en conséquence posséder des qualités relationnelles et de négociation marquées.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">Prospectives : conception d'études et de bilan statistique, élaboration et suivi de procédures administratives de gestion des dispositifs, suivi des opérations de contrôles, engagement et liquidation des dépenses d'intervention, application des directives qualité/sécurité.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Services de l'Etat, collectivités locales, élus, directions métiers du siège de l'ASP, professionnels de l'agriculture, Agence de l'Eau….</td></tr>
<tr><td>Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :

- Bonne connaissance des dispositifs gérés par l'ASP.

- Bonne connaissance du milieu agricole.</td><td>Savoir-faire :
- Compétences managériales affirmées.
- Capacités au dialogue, à la négociation et à la communication.
- Sens de l'initiative et de l'autonomie.
- Esprit de synthèse et aptitudes rédactionnelles avérées.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Mme Hénoque-Couvois,- Déléguée régionale - Tél. : 03.22.33.68.00
claudette.henoque-couvois@asp-public.fr
Evelyne Delafontaine – DRH/SEEC Conseiller carrière
evelyne.delafontaine@asp-public.fr
Thierry Douville – Chef service Adjoint DRH/SEEC
thierry.douville@asp-public.fr</td></tr>
</table>

Conservatoire du littoral

FICHE DE POSTE

Le Conservatoire du littoral recrute pour sa délégation outre-mer un délégué-adjoint (H/F) pour les rivages français d'Amérique

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces fonciers du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent et leur richesse écologique et patrimoniale, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui plus de 154 000 ha situés sur le littoral, dont 86 000 ha en pleine propriété. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel », est d'acquérir 240 000 ha en métropole et 70 000 ha outre-mer. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Pour réaliser ses missions, le Conservatoire emploie actuellement 160 agents, fonctionnaires ou contractuels, au siège à Rochefort et dans les dix « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre mer). Ces délégations, qui constituent les services déconcentrés de l'établissement, sont chargées, conformément aux orientations nationales, de négocier l'acquisition des terrains, d'assurer la maîtrise d'ouvrage de travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en suivre la gestion.

Description de la délégation outre-mer

Le Conservatoire du littoral intervient, via sa délégation outre-mer, sur les rivages français d'Amérique et sur les rivages français de l'océan Indien. Il peut aussi assister les collectivités françaises de l'océan Pacifique dotées de la compétence environnementale.

La délégation pour l'outre-mer du Conservatoire du littoral est composée d'agents en poste à Paris (siège de la délégation) et dans les outre-mers (antennes) : Guyane, Guadeloupe, Martinique, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Saint Pierre et Miquelon (13 agents) ; La Réunion et Mayotte (7 agents). Un agent de l'Agence des Aires Marines protégées représente l'établissement en Polynésie française.

Elle anime deux conseils de rivages, l'un pour les rivages français d'Amérique, l'autre, pour les rivages de l'océan Indien, instances composées de représentants des collectivités territoriales, qui émettent des avis sur les interventions du Conservatoire (périmètres d'intervention, plans de gestion, travaux...).

Description du poste à pourvoir

Le délégué-adjoint pour les rivages d'Amérique est placé sous l'autorité hiérarchique du délégué du Conservatoire pour l'outre-mer.

Le délégué-adjoint appuie le délégué et assure la suppléance sur l'ensemble de ses missions dans l'aire géographique des rivages d'Amérique. Il assure, sous l'autorité du délégué et en relation avec les responsables d'antennes, les relations de proximité avec les acteurs des territoires français d'Amérique. Il prépare les partenariats institutionnels, notamment avec les collectivités locales.

Il assure la mise en œuvre des politiques de l'établissement, contrôle l'action, dans son aire géographique. Il suit l'activité opérationnelle des antennes de Guyane, de Martinique, de Guadeloupe, de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy (intervention foncière, exercice de la responsabilité de propriétaire).

Il contribue sous l'autorité du délégué, à l'élaboration des stratégies régionales d'intervention foncière en relation avec les chefs d'antenne. Il contribue également à la programmation des travaux, études et opérations. Il s'assure avec les chefs d'antenne de la cohérence des projets et de leur conformité aux orientations stratégiques.

Il contribue à l'organisation interne et au fonctionnement de la délégation. Il assiste le délégué dans le domaine du management et du pilotage de la délégation pour ce qui concerne les antennes des rivages d'Amérique. A ce titre, il prépare les bilans et programmations nécessaires aux dialogues de gestion sur la zone concernée (acquisitions foncières, réalisation de travaux d'aménagements ou d'études) Il propose au délégué pour l'outre-mer une programmation opérationnelle et financière pour les rivages d'Amérique, dont il suit ensuite l'exécution.

Il assure par ailleurs la coordination transversale des actions du Conservatoire du littoral sur les rivages d'Amérique. Il supervise l'organisation et la préparation des réunions du conseil des rivages français d'Amérique ; il assure une veille sur les dispositifs financiers mobilisables localement par le Conservatoire (programmes opérationnels européens, CPER,...) ; il développe l'action interrégionale du Conservatoire en relation avec la délégation Europe et International ; il veille à la cohérence des documents de gestion (ex des 50 pas géométriques) mis en œuvre dans les antennes. Dans son rôle de coordination, il peut proposer des organisations, des règles et des procédures.

Plus globalement, il suit des dossiers de nature transversale relatifs à l'aménagement et à la protection du littoral et les dossiers thématiques et territoriaux que peut lui confier le délégué de rivages.

Le délégué-adjoint assure la suppléance des responsables d'antenne en leur absence. Il dispose des moyens administratifs de l'antenne de Guadeloupe.

Description des compétences

- Connaissance souhaitée de l'outre-mer et des collectivités françaises des rivages d'Amérique,
- Connaissance des collectivités locales et du fonctionnement de l'Etat,
- Connaissances en matière de politiques publiques d'environnement, d'aménagement du territoire et de politique foncière,
- Capacités managériales et qualités relationnelles,
- Aisance pour la prise de parole en public et l'animation de réunions,
- Aptitude au travail en équipe, en réseau et à distance,
- Aptitude à la négociation, notamment avec les élus et à la conduite de projet,
- Intérêt pour la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine naturel et culturel.

Le poste nécessite de nombreux déplacements sur le secteur Antilles-Guyane et parfois en Métropole.

Relations hiérarchiques et fonctionnelles

Le délégué-adjoint est placé sous l'autorité du délégué de rivages pour l'outre-mer.

Caractéristiques du poste

Poste de catégorie A ou A+, fonctionnaire en détachement ou agent contractuel en CDI.
Les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Lieu d'affectation et date de prise de fonction

Le poste est localisé en Guadeloupe (Basse Terre) et est à pourvoir **à compter du 1er juin 2014.**

Renseignements et dépôt des candidatures

Les dossiers de candidature (CV+ lettre de motivation), accompagnés du dernier arrêté de situation administrative pour les fonctionnaires, sont à adresser par courriel ou voie postale **au plus tard le 1er mai 2014** :

Soit par courrier :
Madame la directrice du Conservatoire du littoral
Corderie Royale - CS 10137 - 17306 Rochefort cedex
Tél. 05 46 84 72 50

Soit en ligne :
www.conservatoire-du-littoral.fr – rubriques : offres d'emplois

Renseignements sur le poste :
Alain BRONDEAU, délégué outre-mer, Tél 01 44 63 56 72
courriel : a.brondeau@conservatoire-du-littoral.fr

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Ecole nationale des services vétérinaires (ENSV – VetAgro Sup)
1, avenue Bourgelat, 69 280 MARCY L'ETOILE

Chargé de projets de formation continue et d'appui à l'administration

Susceptible d'être vacant

<table>
<tr><td colspan="2">N° de poste :</td><td>Catégorie A ou A+</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 2</td><td>Cotation part fonction PFR : 3</td></tr>
<tr><td>MISSIONS DE LA STRUCTURE</td><td colspan="2">L'Ecole Nationale des Services Vétérinaires - ENSV est, depuis 1973, l'école d'application du corps des Inspecteurs de la Santé Publique Vétérinaire - ISPV. Elle est centre collaborateur de l'OIE (organisation mondiale de la santé animale) pour la formation des vétérinaires officiels depuis mai 2004, et ainsi centre de référence mondial en matière de formation des cadres opérationnels des services vétérinaires. Ecole interne de VetAgro Sup, elle assure une mission de formation professionnelle et de recherche, pour la conception, l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation de l'action collective en santé publique vétérinaire et en matière d'alimentation (politiques publiques et action privée), pour l'ensemble de leurs acteurs, publics et privés.</td></tr>
<tr><td>OBJECTIFS DU POSTE</td><td colspan="2">Le chargé de projets de formation continue et d'appui à l'administration est force de proposition et de développement de l'offre de formation continue de l'ENSV à destination des agents de l'Etat chargés de la conception et de la mise en œuvre des politiques de l'alimentation et de gestion des risques sanitaires et plus largement de l'ensemble des acteurs publics, parapublics et privés de l'action collective en santé publique vétérinaire et en matière d'alimentation. Il est également force de proposition pour le développement de cette offre de formation à l'international, y compris en langue anglaise.
Il participe à la définition de la stratégie et des priorités de cette offre de formation continue avec la direction de l'ENSV et ses partenaires institutionnels, en France comme à l'étranger, dont il assure la mise en œuvre. Il pilote également des études et travaux pour le compte de commanditaires institutionnels et contribue à la mise en œuvre, en lien avec l'équipe de direction de l'ENSV, de sa stratégie scientifique, de recherche et d'édition.</td></tr>
<tr><td>DESCRIPTIF DES ACTIVITES</td><td colspan="2">Le chargé de projets participe au développement de l'activité de formation continue à destination des acteurs parapublics et privés, français et étrangers, de l'action collective en santé publique vétérinaire et en matière d'alimentation. A cette fin, il :
- met en place et développe les réseaux de partenaires adéquats ;
- étudie les besoins de formation, propose et organise des programmes adaptés, y compris sous des formes innovantes, y compris en langue anglaise ;
- participe à la valorisation des résultats de ces activités, en France comme à l'étranger.

Le chargé de projets contribue aux activités d'appui à l'administration. Pour ce faire, il :
- pilote des études pour le compte d'un commanditaire ou associe l'ENSV à des études ou recherches conduites par des organismes scientifiques ;
- organise l'expertise et la participation à des groupes de travail techniques et des interventions pédagogiques et structure des réseaux de référents;

Le chargé de projets contribue également à :
- la politique de réalisation, de collecte, de diffusion et de valorisation des ressources et activités scientifiques de l'ENSV ;
- la politique de formation complémentaire par la recherche conduite par le MAAF dans le corps des ISPV ;
- développer les partenariats scientifiques de l'ENSV.

Pour la mise en œuvre de ces missions, le chargé de projets :
- mobilise les mécanismes de l'ingénierie financière et de formation ;
- assure l'organisation pédagogique et matérielle des actions de formation et projets, et les évalue ;
- assure l'encadrement du personnel d'appui dédié à ces activités (2 assistantes) ;
- assure, sous contrôle du directeur adjoint, la programmation et le pilotage budgétaire de l'activité</td></tr>
<tr><td>CHAMP RELATIONNEL DU POSTE</td><td colspan="2">Le poste implique des relations régulières avec différents cercles institutionnels nationaux et internationaux (administrations du MAAF et d'autres ministères ou de gouvernements étrangers, OIE, FAO, etc), et avec des intervenants issus des administrations, de l'enseignement universitaire ou du monde socio-professionnel. Le poste implique des missions de courte durée en région ou à l'étranger</td></tr>
<tr><td rowspan="2">COMPETENCES LIEES AU POSTE</td><td>SAVOIRS</td><td>SAVOIR-FAIRE</td></tr>
<tr><td>- Connaissance des métiers d'inspection et d'encadrement de l'administration publique
- Bonne connaissance des institutions locales, nationales et internationales
- Connaissance des systèmes de formation
- Compréhension et suivi des enjeux actuels des réformes et des politiques publiques</td><td>- Aptitude à travailler de manière autonome en mode projet
- Esprit d'analyse et d'initiative
- Qualité relationnelle, aptitude à développer et entretenir un réseau
- Capacité d'innovation et autonomie ;
- Maîtrise de l'anglais écrit et parlé</td></tr>
<tr><td>MODALITES DE CANDIDATURE et CONTACTS</td><td colspan="2">Les candidatures devront être transmises(CV et lettre de motivation) avant le 10 mai 2014.
Olivier FAUGERE, Directeur de l'ENSV, 1 avenue Bourgelat, 69280 Marcy-l'Etoile
Tél : 04.78.25.45 – Courriel : olivier.faugere@ensv.vetagro-sup.fr
François DARRIBEHAUDE, Tél. 04 78 87 25 57 – Courriel : francois.darribehaude@ensv.vetagro-sup.fr</td></tr>
</table>

ONEMA
Office national de l'eau
et des milieux aquatiques

Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie
Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques

ANNONCE DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir par un fonctionnaire
(en position normale d'activité ou par voie de détachement)

Catégorie et grade:	Catégorie A
Fonction :	**Chef de projet « Banque nationale des prélèvements en eau » (H/F)**
Affectation :	Direction de la connaissance et de l'information sur l'eau (DCIE)
Positionnement hiérarchique :	Sous l'autorité du chef du département de la connaissance des milieux et des usages
Résidence administrative :	Vincennes (94300)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :
L'Office national de l'eau et des milieux aquatiques, établissement public de l'État à caractère administratif sous la tutelle du ministère chargé de l'Écologie est organisé selon trois niveaux géographiques (direction générale, délégations interrégionales et services départementaux), avec près de 900 agents et 150 M€ de budget. Son action s'exerce en collaboration étroite avec les services de l'État, aux niveaux national et local et avec les autres établissements publics de l'État, notamment les agences de l'eau. Il conduit des missions d'intérêt général telles que :
• la mobilisation de la recherche, l'organisation, la production et la diffusion d'une expertise fondée sur les connaissances scientifiques, en appui à la conception, à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques publiques de l'eau
• la surveillance de l'eau et des milieux aquatiques, ainsi que le contrôle de leurs usages, et la prévention de leur dégradation, leur restauration et la préservation de la biodiversité
• la coordination et la mise en place du système d'information sur l'eau, les milieux aquatiques, leurs usages et les services publics d'eau et d'assainissement (SIE), l'acquisition de données, ainsi que leur exploitation et leur mise à disposition pour la décision et pour l'information du public
• la contribution au financement de politiques prioritaires, notamment au titre de la solidarité entre les bassins et du plan de réduction de l'usage des produits phytosanitaires

Missions :
Le titulaire du poste aura en charge :
- la contribution à la définition des besoins stratégiques et l'appui méthodologique à la Direction de l'eau et de la biodiversité dans les domaines liés à la caractérisation de la pression de prélèvement ;
- le pilotage du développement des méthodes et des outils dans le cadre du SIE ;
- l'animation et la coordination de la communauté des utilisateurs de la BNPE.

Activités principales :
Le chef de projet « banque nationale des prélèvements en eau » :
1. Participe à la réflexion stratégique, en lien avec la Direction de l'eau et de la biodiversité du MEDDTL et sous l'égide du Comité national de l'eau, sur les outils du SIE relatifs aux prélèvements en eau et participe à la construction du référentiel de caractérisation de la pression de prélèvement,

notamment en matière d'études d'impact des indicateurs de pression, en liaison avec la Direction de l'action scientifique et technique ;
2. Assure la conduite du projet BNPE, en tant que chef de projet métier et en liaison avec le BRGM, anime les groupes de travail nationaux relatifs à ce projet, et organise la communication sur le projet ;
3. Supervise et anime le déploiement et l'administration des outils relatifs au projet BNPE, y compris la formation et l'assistance aux utilisateurs ;
4. Participe aux projets connexes en amont ou en aval de la BNPE (notamment sur les indicateurs de pression) en matière de calcul et de diffusion des résultats de l'évaluation, en liaison avec la direction de l'action scientifique et technique, et représente l'ONEMA dans sa mission de coordination technique dans les groupes de travail de ces projets ;
5. Contribue à la constitution du référentiel des données (dictionnaires et jeux de données de référence) concerné par les prélèvements, en liaison avec le Sandre ;
6. Organise la mise à disposition des données de prélèvement ;
7. Organise les analyses des données de prélèvement, notamment celles qui sont rapportées par les bassins, et rédige des rapports réguliers portant sur ces analyses ;
8. Contribue à la rédaction du référentiel "milieux aquatiques pour les documents d'incidence", en matière de prélèvements, en liaison avec la Direction du contrôle des usages et de l'action territoriale (DCUAT) ;
9. Participe à la formation et à l'animation des services territoriaux de l'Onema, en matière de prélèvements.

Relations liées au poste

Relations internes
Chefs de projet de la DCIE et Délégation aux Systèmes Informatiques,
Autres directions de l'établissement, services territoriaux de l'Onema.

Relations externes
Partenaires institutionnels (DREAL, DDT, agences de l'eau, collectivités), MEDDE, partenaires scientifiques, et en règle générale producteurs et utilisateurs des données impliqués dans la gestion des milieux aquatiques, et particulièrement dans la mise en œuvre de la directive-cadre sur l'eau.

Compétences et qualités requises

Diplôme – Formation – Expérience
Master 2 ou diplôme d'ingénieur
Expériences réussies de conduite de projets complexes
Expérience en gestion quantitative
Anglais courant

Savoir-faire opérationnel
Pratique de la modélisation des données et des bases de données

Savoir-être professionnel
Capacité à travailler en réseau et à communiquer avec des partenaires extérieurs
Méthode, rigueur et sens de l'organisation
Grande capacité à synthétiser et à rédiger

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (curriculum vitae détaillé et lettre de motivation) sous la référence DCIE/BNPE/F par courriel à recrutement@onema.fr ou par voie postale à l'adresse suivante :

Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques - Délégation aux ressources humaines
Immeuble « Le Nadar » - Hall C - 5, square Félix Nadar- 94300 VINCENNES

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 10 mai 2014